



HAL
open science

Les oppositions à l'annexion du comté de Nice (1860)

Henri Courrière

► **To cite this version:**

Henri Courrière. Les oppositions à l'annexion du comté de Nice (1860). Eric Geogin (dir.), Les oppositions au Second Empire : du comte de Chambord à François Mitterrand, SPM, 2019, 978-2-917232-89-7. <hal-04639815>

HAL Id: hal-04639815

<https://hal.science/hal-04639815v1>

Submitted on 9 Jul 2024

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire HAL, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



HAL Authorization

Les oppositions à l'annexion du comté de Nice (1860)¹

Henri Courrière

In GEORGIN Eric (dir.), *Les oppositions au Second Empire, du comte de Chambord à François Mitterrand*, Paris, Editons SPM, 2019, p. 143-158.

L'annexion du comté de Nice et de la Savoie à la France constitue un des succès incontestables de la politique diplomatique de Napoléon III². Obtenus du royaume de Piémont-Sardaigne en échange d'une aide militaire contre l'Autriche, ces changements de souveraineté ont permis d'agrandir le territoire national, de favoriser l'unité de la population française autour du régime impérial et d'accroître le prestige de l'empereur dans l'opinion publique. Tout en affaiblissant l'Autriche et en remettant en cause les traités de 1815³, ils permirent à Napoléon III de se présenter comme le chantre et le défenseur de la politique des nationalités.

Cependant, si l'annexion ne rencontra que peu d'avis défavorables en France, elle suscita des résistances, voire des oppositions dans le comté de Nice, comme en Savoie. Comment aurait-il pu en être autrement, dans une ville qui a vu naître Giuseppe Garibaldi et dont les notables, souvent hommes de loi, ont fait leurs études de droit à Turin ? Pourtant, et malgré quelques troubles en 1871, l'appartenance de Nice à la France ne fut pas réellement menacée après 1860. L'annexion du comté de Nice fut donc, incontestablement, un succès, qu'il convient à présent d'analyser. Quelles étaient ces oppositions ? Comment le Second Empire est-il parvenu à les surmonter, alors même que le comté est encore sous souveraineté piémontaise ? Que nous apprend cette victoire sur la pratique du pouvoir et sur le fonctionnement du régime de Napoléon III, en voie de libéralisation ? Pour répondre à ces questionnements, nous nous interrogerons ici sur la nature de ces oppositions et sur les stratégies qu'elles ont mises en œuvre, avant de nous pencher sur le parti français et le déclin des oppositions, jusqu'au plébiscite d'annexion.

¹ L'auteur remercie Pierre Karila-Cohen (Université Rennes 2) pour sa relecture.

² BRULEY Yves, *Le Quai d'Orsay impérial. Histoire du Ministère des Affaires étrangères sous Napoléon III*, Paris, A. Pedone, 2012, p. 242 ; BERTRAND Gilles, FRETIGNE Jean-Yves, GIACONE Alessandro, *La France et l'Italie. Histoire de deux nations sœurs de 1660 à nos jours*, Paris, Armand Colin, 2016, p. 220.

³ ANCEAU Éric, *Napoléon III. Un Saint-Simon à cheval*, Paris, Tallandier, 2008, p. 302 ; CASE Lynn M., *Edouard Thouvenel et la diplomatie du Second Empire*, Paris, A. Pedone, 1976, p. 153.

Une opposition plurielle (juillet 1859-janvier 1860)

La fin de l'année 1859 et le début de l'année 1860 sont marqués, dans le comté de Nice comme en Savoie, par une certaine effervescence politique provoquée par la question de l'annexion⁴. Deux partis antagonistes s'opposent alors : les annexionnistes ou parti français, d'une part et les anti-annexionnistes ou parti italien, de l'autre.

Face aux partisans de la France et à leur organe, *L'Avenir de Nice*, les adversaires de l'annexion se regroupent autour de deux quotidiens. *Il Nizzardo*, rédigé en langue italienne, est de tendance "démocrate", patriote et partisan de l'unité italienne, proche des idées de Garibaldi et de Mazzini. La *Gazette de Nice*, pour sa part, est rédigée en français mais, de tendance libérale et proche des idées de Cavour, il se montre partisan de Victor-Emmanuel II et de l'unité italienne⁵. Dans leur ensemble, la gauche et les libéraux se montrent hostiles à l'autoritarisme du Second Empire⁶. Les conservateurs, pour leur part, sont attachés à la dynastie de Savoie, même si la politique anticléricale de Cavour a pu faire pencher certains pour la France de Napoléon III.

Plusieurs catégories sociales sont plus particulièrement opposées à l'annexion. C'est notamment le cas des ouvriers garibaldiens, des fonctionnaires et de certains ecclésiastiques, mais surtout des avocats, juges, avoués et huissiers, formés au droit piémontais et dont la carrière et la position sociale auraient beaucoup à souffrir d'un changement de souveraineté⁷.

Giuseppe Garibaldi est, naturellement, opposé à l'annexion de sa ville natale par la France, mais c'est également le cas de la plupart des élus niçois, notamment du conseiller municipal Henri (Enrico) Verani-Masin et du député de Nice Charles (Carlo) Laurenti Robaudi⁸, mais aussi des autres députés de la province, Jean-Baptiste (Giovan Battista) Bottero, Adrien (Adriano) Barralis et Henri (Enrico) Cordero di Montezemolo, tous libéraux⁹.

Dès 1859, les partisans de l'Italie s'efforcent de réfuter dans la presse les arguments du parti français, qui affirme que la ville est négligée par Turin, qu'elle paye trop d'impôts et qu'elle a intérêt matériellement à être annexée à la France¹⁰. A la fin de l'année, ils multiplient les initiatives destinées à proclamer leur refus du changement de souveraineté. Le 28 septembre,

⁴ GUICHONNET Paul, *Histoire de l'annexion de la Savoie à la France*, La Tour d'Aigues, La Fontaine de Siloé, 2003, p. 143-253.

⁵ *Gazette de Nice*, 22 décembre 1859.

⁶ MAZON Albin, « Notes inédites, publiées par Paul Messié », *Nice historique*, 1960, n° spécial du Centenaire, p. 189.

⁷ *L'Avenir de Nice*, 18 mars 1860.

⁸ SAPPÀ Henri, « Carlone Augustin », *Nice historique*, 1905, n° 3, p. 47.

⁹ *Gazette de Nice*, 22 décembre 1859.

¹⁰ Les arguments du parti italien sont rassemblés ensuite dans un ouvrage hostile à l'annexion, EMANUEL Eugène, MONTFERRIER H. G., *Nice et l'Italie*, Nice, Imprimerie Nationale, 1860. Cf. également VEGEZZI-RUSCALLA Giovenale, *La nazionalità di Nizza*, Torino, Stampiera dell'Unione Tipografica Editrice, 1860.

le conseil municipal de Nice vote ainsi une adresse à Victor-Emmanuel II proclamant l'attachement de la ville au roi et à la patrie italienne. Le 20 octobre, les officiers de la Garde nationale félicitent le conseil municipal pour sa déclaration au roi¹¹. Le lendemain, les représentants des sociétés ouvrières de la ville font de même¹².

Ces actions s'inscrivent dans un contexte national hostile au changement de souveraineté. Le gouvernement La Marmora, nommé le 11 juillet 1859, au sein duquel Urbano Razzazi occupe le poste de ministre de l'Intérieur, agit alors en défaveur de l'annexion. Le gouverneur de Nice, Massimo Cordero di Montezemolo, frère du député, est ainsi nommé en décembre 1859 dans le but de « neutraliser » les partisans de l'annexion et interdit aux journaux niçois d'aborder le sujet de l'annexion, le 18 janvier 1860¹³. Le 20 janvier 1860, cependant, La Marmora est contraint de démissionner et cède la place à Cavour. L'annexion redevient alors d'actualité.

Stratégies d'opposition

La situation locale, au début de l'année 1860, reflète tout d'abord les hésitations du président du Conseil élu le 21 janvier, qui tente dans un premier temps de « sauver Nice »¹⁴. Dès le 27 janvier, cependant, Cavour envoie à Montezemolo des instructions afin réduire les frictions¹⁵.

Les élections municipales et provinciales qui se déroulent à Nice, les 15 et 22 janvier 1860, provoquent une première confrontation ouverte entre les partisans de la France et ceux de l'Italie¹⁶, qui s'efforcent de profiter de ces scrutins pour démontrer l'opposition de la population à l'annexion. Les résultats se montrent finalement favorables aux partisans de l'Italie mais le taux de participation atteint seulement 46,39 %¹⁷. Le 12 février, François Malausséna, hostile au rattachement, est nommé syndic de la ville¹⁸. La junte municipale, conseil municipal restreint qui constitue l'exécutif de la municipalité, est élue le 28 janvier 1860 et dominée par

¹¹ *Gazette de Nice*, 20 octobre 1859.

¹² *Gazette de Nice*, 21 octobre 1859.

¹³ TOMBACCINI-VILLEFRANQUE Simonetta, « Vers l'annexion de Nice à la France. Un trimestre décisif (février-avril 1860) », in MILBACH Sylvain (dir.), *1860. La Savoie, la France, l'Europe*, Bruxelles, Peter Lang, 2012, p. 71-72.

¹⁴ GUICHONNET Paul, *Histoire de l'annexion de la Savoie à la France*, op. cit., p. 323.

¹⁵ TOMBACCINI-VILLEFRANQUE Simonetta, « Vers l'annexion de Nice à la France. Un trimestre décisif (février-avril 1860) », op. cit., p. 76.

¹⁶ *Gazette de Nice*, 10 janvier 1860.

¹⁷ *L'Avenir de Nice*, 20 janvier 1860.

¹⁸ *L'Avenir de Nice*, 18 février 1860.

des personnalités hostiles à l'annexion¹⁹. Les résultats des élections provinciales sont également défavorables aux partisans de la France²⁰.

Divers incidents éclatent dans les théâtres qui sont, comme partout ailleurs en Europe au XIX^e siècle, des lieux majeurs de sociabilité politique. Le 5 février 1860, au Théâtre Tiranty, siège des partisans de la France, l'orchestre joue l'air de *La Reine Hortense* lors de l'entracte. Selon *L'Avenir de Nice*, le public applaudit et l'air est bissé²¹ mais, le lendemain matin, une contre-manifestation anti-annexionniste au Théâtre Royal, lieu de rencontre des partisans de l'Italie, est annoncée par des affiches et des bulletins distribués dans les rues²². Le soir, l'orchestre y joue l'hymne *Viva il Re*, tandis que le parterre crie « Vive l'Italie », « Vive Victor-Emmanuel », « Vive Cavour », « Viva Nizza italiana » et « Abbasso il tiranno »²³. Selon la *Gazette de Nice*, le public a repris en cœur le refrain de *Viva il Re*²⁴.

La situation se calme ensuite jusqu'à ce que, le 1^{er} mars 1860, en ouvrant la session parlementaire, Napoléon III annonce qu'il a réclaté à Turin les « versants français » des Alpes²⁵. La situation à Nice redevient dès lors agitée²⁶. Une importante manifestation anti-française a lieu le dimanche 11 mars 1860, lorsqu'une messe est célébrée à Nice pour « obtenir que Dieu délivre notre chère patrie de la terrible catastrophe qui la menace », c'est-à-dire de l'annexion. La veille, au cours de la nuit, des placards sont affichés dans les rues et, dans la matinée, les vendeurs du *Nizzardo* distribuent des cocardes italiennes en papier et des bulletins portant la légende « Viva Nizza italiana » et « Viva il Re Galantumo », surnom de Victor-Emmanuel II. La messe est célébrée à l'église Saint-Jean-Baptiste, dite du Vœu, par l'abbé Cougnet, notoirement hostile à la France, qui a reçu l'autorisation de l'évêque. L'église a été édifiée pour remercier la Vierge d'avoir protégée la ville contre le choléra lors de l'épidémie de 1832²⁷. L'annexion est ainsi comparée à l'épidémie. Après la cérémonie, une colonne se forme et défile de l'église à l'hôtel de ville²⁸. Dans l'après-midi, une farandole composée d'une

¹⁹ *L'Avenir de Nice*, 29 janvier 1860 ; *Gazette de Nice*, 29 janvier 1860.

²⁰ *L'Avenir de Nice*, 13 janvier 1860 ; *Gazette de Nice*, 21 janvier 1860 ; *Gazette de Nice*, 31 janvier 1860.

²¹ *Gazette de Nice*, 6 février 1860.

²² *L'Avenir de Nice*, 7 février 1860.

²³ *L'Avenir de Nice*, 8 février 1860.

²⁴ *Gazette de Nice*, 7 février 1860 ; cf. également Arch. Nat., F/1cI/129, rapport du préfet du Var au ministre de l'Intérieur, 8 février 1860.

²⁵ ANCEAU Éric, « Napoléon III et l'annexion de la Savoie », in MILBACH Sylvain (dir.), 1860. *La Savoie, la France, l'Europe*, Bruxelles, Peter Lang, 2012, p. 377.

²⁶ TOMBACCINI-VILLEFRANQUE Simonetta, « Vers l'annexion de Nice à la France. Un trimestre décisif (février-avril 1860) », op. cit., p. 79.

²⁷ COSTAMAGNA Henri, « Notre-Dame des Grâces », in SCHOR Ralph (dir.), *Dictionnaire historique et biographique du comté de Nice*, Nice, Serre, 2002, p. 265-266.

²⁸ *L'Avenir de Nice*, 12 mars 1860.

centaine de personnes parcourt une partie de la ville avant de se disperser²⁹. Des troubles se produisent, le soir de la manifestation, au Théâtre Tiranty. Une rixe éclate dans le parterre et un piquet de soldats doit rétablir l'ordre dans la salle³⁰.

Le 14 mars 1860, *L'Avenir de Nice* annonce que l'annexion du comté de Nice et de la Savoie à la France est « définitivement consentie » par le gouvernement piémontais³¹. Le traité secret de Turin est en effet conclu dans la capitale piémontaise le 12 puis à Paris le 14 mars 1860³² et le consul de France à Nice en a vraisemblablement informé les rédacteurs du quotidien. Dès le lendemain, la junta municipale décide d'envoyer au roi une députation et une adresse « pour le prier de ne pas consentir à la cession ni à l'échange de la ville et du comté de Nice ou, tout au moins, s'il est nécessaire de donner satisfaction à la France, de faire en sorte que la dite ville et le dit comté soient neutralisés, sous la souveraineté de la Maison de Savoie ». Une députation est désignée pour aller porter l'adresse au roi³³.

Diverses manifestations sont organisées par des comités anti-annexionnistes. Vers le 17 mars, un Comité italien se déclare permanent et décide de se réunir tous les soirs³⁴. Lorsque deux membres de la junta municipale partent pour Turin afin de remettre leur adresse au roi, une manifestation est organisée sur leur passage, place Victor. Selon *L'Avenir*, les manifestants sont au nombre de 250. Une cinquantaine d'entre eux crient « Viva Nizza italiana » et « Viva il re galantuomo », tandis que les partisans de l'annexion sont sifflés³⁵. Le 18 mars, un groupe de partisans de l'Italie se rend au Théâtre Tiranty dans le but d'y faire une « démonstration italienne ». Leur tentative échoue cependant devant les soldats et les carabiniers appelés par les autorités, signe du changement d'attitude des autorités piémontaises³⁶.

L'offensive du parti français

Le 26 mars 1860, *L'Avenir de Nice* annonce la signature officielle du traité d'annexion à Turin, deux jours auparavant, ainsi que la tenue d'un plébiscite³⁷. Au même moment, Cavour promet à la France de décourager les manifestations anti-françaises³⁸. Après la signature officielle du traité de Turin, le 24 mars, Napoléon III veut agir vite³⁹ et un envoyé spécial de

²⁹ *L'Avenir de Nice*, 12 mars 1860.

³⁰ *L'Avenir de Nice*, 13 mars 1860.

³¹ *L'Avenir de Nice*, 14 mars 1860.

³² CASE Lynn M., *Edouard Thouvenel et la diplomatie du Second Empire*, op. cit., p. 167.

³³ *L'Avenir de Nice*, 17 mars 1860.

³⁴ *L'Avenir de Nice*, 17 mars 1860.

³⁵ *L'Avenir de Nice*, 18 mars 1860.

³⁶ *L'Avenir de Nice*, 20 mars 1860.

³⁷ *L'Avenir de Nice*, 26 mars 1860.

³⁸ CASE Lynn M., *Edouard Thouvenel et la diplomatie du Second Empire*, op. cit., p. 169.

³⁹ ANCEAU Éric, « Napoléon III et l'annexion de la Savoie », op. cit., p. 383.

l'empereur chargé de préparer l'annexion, le sénateur corse et ancien préfet de police de Paris, Pierre Marie Pietri, arrive à Nice dès le 26 mars⁴⁰. Il appartient au « parti italien » qui, aux Tuileries, encourageait Napoléon III à intervenir en Italie⁴¹. Le 1^{er} avril, des troupes françaises entrent à Nice⁴².

Pierre Marie Pietri joue un rôle crucial au cours de cette période. Arrivé à Nice le 26 mars, il séjourne d'abord à Turin du 27 au 31 mars et rencontre Cavour, qui lui remet des lettres pour l'évêque de Nice et « quelques personnages influents de la ville »⁴³. De retour à Nice, Pietri entreprend de rassurer les différents acteurs locaux réticents, en recevant leurs doléances et leurs vœux pour la période succédant à l'annexion⁴⁴. Prenant l'ascendant sur le consul de France à Nice, Léon Pillet⁴⁵, il marginalise les membres du parti français et reçoit de nombreuses délégations des différentes corporations et corps constitués de la ville. Le 4 avril, Pietri écrit à l'empereur qu'il s'occupe « avec un soin particulier des syndics » et courtise les curés à cause « de leur autorité sur les habitants »⁴⁶. La mission de Pietri est fondamentale, puisqu'il s'agit d'assurer la réussite du plébiscite, institution politique centrale du modèle bonapartiste⁴⁷. Le résultat du vote doit être unanime, notamment en termes de participation, pour montrer l'unité de la population consultée et son adhésion à l'annexion. L'action de Pietri rappelle ici les voyages de Napoléon III, au cours desquels le souverain reçoit des délégations de notables, d'ouvriers et de paysans⁴⁸. Des comités électoraux favorables à l'annexion et dominés par les notables sont constitués à la fin du mois de mars et au début du mois d'avril, pour encadrer le vote⁴⁹. Des brochures vantant les bienfaits de l'annexion sont publiées tandis que *L'Avenir de Nice* mène une véritable campagne et que des pétitions sont lancées en faveur du changement de souveraineté. On fait appel aux médaillés de Sainte-Hélène, assez nombreux dans ce territoire qui a appartenu au Premier Empire. Des commissaires sont envoyés dans l'arrière-pays pour « préparer le terrain » en faveur du vote.

⁴⁰ *L'Avenir de Nice*, 27 mars 1860.

⁴¹ ANCEAU Éric, *Napoléon III. Un Saint-Simon à cheval*, Paris, Tallandier, 2008, p. 303.

⁴² *L'Avenir de Nice*, 1^{er} avril 1860.

⁴³ BELLAGAMBA Ugo, « Pierre-Marie Pietri, l'homme dans le clair-obscur de l'annexion », *Nice Historique*, n° 1-2-3, 2010, p. 101.

⁴⁴ *L'Avenir de Nice*, 27 mars 1860.

⁴⁵ BELLAGAMBA Ugo, « Pierre-Marie Pietri, l'homme dans le clair-obscur de l'annexion », op. cit., p. 95.

⁴⁶ TOMBACCINI-VILLEFRANQUE Simonetta, « Vers l'annexion de Nice à la France. Un trimestre décisif (février-avril 1860) », op. cit., p. 85.

⁴⁷ ROSANVALLON Pierre, *La démocratie inachevée. Histoire de la souveraineté du peuple en France*, Paris, Gallimard, Folio Histoire, 2000, p. 203, p. 209.

⁴⁸ Idem, p. 212.

⁴⁹ COURRIERE Henri, *Le comté de Nice et la France. Histoire politique d'une intégration, 1860-1879*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2014, p. 33.

Les autorités piémontaises jouent, elles-aussi, un rôle actif. Les autorités locales piémontaises s'efforcent de réfréner l'ardeur des « annexionnistes » dans le but d'éviter que des troubles n'éclatent. Surtout, le 3 avril 1860, la presse locale publie une proclamation officielle de Victor-Emmanuel II aux populations de Nice et de Savoie, qui les délève de leur serment de fidélité et annonce la tenue du plébiscite⁵⁰. Les administrateurs piémontais sont rappelés et remplacés par des notables locaux choisis par la France⁵¹. Si le souverain n'appelle pas explicitement à voter en faveur de l'annexion, il est cependant évident pour tous que telle est la volonté du souverain. Une administration provisoire, composée de Niçois, est mise en place. Louis Lubonis, avocat fiscal général à Nice, est nommé gouverneur de la province⁵². Comme en Savoie, le nouveau gouverneur se montre très actif⁵³ et, le 6 avril, il fait afficher une proclamation dans laquelle il confirme la tenue prochaine d'un plébiscite et appelle les habitants au calme et à l'obéissance⁵⁴. François Malausséna, syndic de Nice, fait à son tour afficher une proclamation à la population dans laquelle il fait appel au patriotisme italien : l'annexion doit resserrer « d'une manière indissoluble les liens de l'alliance des deux grandes Nations, sur laquelle reposent l'avenir et les espérances de l'Italie »⁵⁵.

La plupart des autorités et des notabilités locales apportent leur soutien à l'annexion. L'évêque de Nice, Mgr Jean-Pierre Sola, publie une circulaire adressée aux curés dans laquelle il les invite à recommander aux fidèles qui leur demanderaient conseil de voter en faveur de l'annexion⁵⁶. La communauté juive de Nice, regroupée au sein de l'Université Israélite, apporte également son soutien et son président, Septime Avigdor, appelle ses coreligionnaires à voter pour la France⁵⁷. Les notables de l'arrière-pays, enfin, affichent leur ralliement. Le 6 avril, une cinquantaine de « personnes notables appartenant à diverses communes du comté de Nice » rendent visite Pierre Marie Pietri pour lui exprimer « au nom de leurs concitoyens le bonheur qu'ils éprouvaient d'être réunis à la France »⁵⁸. Dans des communes où la vie politique est encore largement dominée par les notables, ces ralliements constituent une condition indispensable à la réussite du plébiscite.

⁵⁰ *Le Messenger de Nice*, 3 avril 1860.

⁵¹ CASE Lynn M., *Edouard Thouvenel et la diplomatie du Second Empire*, op. cit., p. 175.

⁵² *Le Messenger de Nice*, 4 avril 1860. Cf. IMBERT Léo, « Louis, Lubonis, gouverneur provisoire de la province de Nice », *Nice historique*, 1960, n° spécial du Centenaire, p. 143.

⁵³ IGNACE Anne-Claire, « Le gouverneur régent de Chambéry, Charles Dupasquier, et les réseaux annexionnistes de Savoie (avril-juin 1860) », in MILBACH Sylvain (dir.), *1860. La Savoie, la France, l'Europe*, Bruxelles, Peter Lang, 2012, p. 93.

⁵⁴ *Le Messenger de Nice*, 6 avril 1860.

⁵⁵ *Le Messenger de Nice*, 8 avril 1860.

⁵⁶ *Le Messenger de Nice*, 12 avril 1860.

⁵⁷ *Le Messenger de Nice*, 14 avril 1860.

⁵⁸ *Le Messenger de Nice*, 7 avril 1860.

Comme en Savoie, des festivités sont organisées pour mobiliser la population⁵⁹. Une première fête « annexionniste » est organisée le 1^{er} avril 1860 pour l'arrivée des deux premiers bataillons français à Nice⁶⁰. Le succès de cette fête doit cependant être nuancé. Un témoin note en effet la présence de drapeaux italiens aux fenêtres, ainsi que des sifflets⁶¹. Le soir, des opposants à l'annexion parcourent plusieurs quartiers avec de la musique et les vitres d'un café annexionniste sont brisées. Des hommes sifflent en passant devant l'Hôtel de France, où loge le sénateur Pietri. Un partisan de l'annexion aurait même été blessé de quatre coups de couteau.

Le déclin des oppositions

Les manifestations anti-annexionnistes changent de caractère à la fin du mois de mars, une fois le changement de souveraineté confirmé. Les délégués de la junta municipale sont en effet reçus par le roi puis par Cavour, le 26 mars, qui leur annonce la signature du traité de Turin⁶². Il ne s'agit plus dès lors, pour les opposants, de lutter contre l'annexion, mais davantage de marquer leur attachement à l'Italie et leur hostilité envers les partisans de l'annexion. Un attroupement de 2000 à 3000 personnes, selon la *Gazette*, a ainsi lieu le 28 mars devant les bureaux de *L'Avenir de Nice* et se transforme en manifestation anti-annexionniste⁶³.

Le 29 mars, de nouvelles manifestations parcourent différents quartiers de la ville avant de donner une sérénade à un adversaire de l'annexion, le capitaine Pagani.⁶⁴ Le même jour, un second rassemblement se dirige vers la maison de l'ancien colonel Joseph Deyderi (Giuseppe Deideri), où loge la fille de Garibaldi, Teresa. Lorsque celle-ci paraît à la fenêtre « en agitant le drapeau national », elle est accueillie par les applaudissements et les acclamations de la foule⁶⁵. Le départ des troupes piémontaises, le 30 mars, provoque d'ultimes manifestations. La foule crie « Vive l'Italie, Vive Nice, Vive l'armée sarde, Vive le Roi ».

Les élections législatives du 25 mars 1860 constituent l'un des derniers moments d'affrontement entre les deux partis. Les seuls candidats pour les deux circonscriptions de Nice sont Giuseppe Garibaldi et Carlo/Charles Laurenti Robaudi, tous deux opposés à l'annexion. *L'Avenir de Nice* appelle les électeurs à ne pas prendre part au vote, considérant que celui-ci

⁵⁹ IGNACE Anne-Claire, « Le gouverneur régent de Chambéry, Charles Dupasquier, et les réseaux annexionnistes de Savoie (avril-juin 1860) », op. cit., p. 99.

⁶⁰ *Le Messager de Nice*, 3 avril 1860.

⁶¹ IMBERT Léo, « Autour de l'annexion. Souvenirs du capitaine Segretain sur Nice (avril-mai 1860) », *Nice historique*, avril-juin 1949, p. 35.

⁶² TOMBACCINI-VILLEFRANQUE Simonetta, « Vers l'annexion de Nice à la France. Un trimestre décisif (février-avril 1860) », op. cit., p. 82.

⁶³ *Gazette de Nice*, 30 mars 1860.

⁶⁴ *Gazette de Nice*, 31 mars 1860.

⁶⁵ *Gazette de Nice*, 31 mars 1860.

est « inutile »⁶⁶. Peut-être échaudé par les mauvais résultats des élections municipales de janvier, il ne présente pas de candidat. Le parti italien, en revanche, mène campagne pour que le nombre de votants soit supérieur à un tiers des inscrits. *Il Nizzardo* soutient Giuseppe Garibaldi et Carlo Laurenti Robaudi à Nice, Henri de Montezemolo (Enrico Cordero di Montezemolo, frère de l'ancien gouverneur de Nice) à Sospel et Désiré Niel (Desiderato Niel) à Utelle, tous présentés sous l'étiquette de l'*Unione Liberale*⁶⁷. Soit que les électeurs aient suivi la consigne de *L'Avenir*, soit qu'ils aient considéré que ces élections étaient inutiles, le nombre de votants n'est pas suffisant pour rendre l'élection valide⁶⁸. Les deux candidats sont élus la semaine suivante, lors du second tour, par un très faible nombre de voix⁶⁹. Dans l'arrière-pays, Henri de Montezemolo est élu député de Sospel et l'abbé Désiré Niel, député d'Utelle⁷⁰. Au moins trois députés sur quatre sont opposés à l'annexion⁷¹.

Les deux députés de Nice protestent ensuite contre l'annexion au sein de l'enceinte parlementaire piémontaise. Le 6 avril, Garibaldi déclenche un incident à la Chambre des députés de Turin en essayant d'interpeller le ministère au sujet de la cession de Nice⁷². Le 12 avril, les deux députés dénoncent à la Chambre l'annexion de Nice à la France et la façon dont elle se déroule⁷³.

Face aux déclarations de Victor-Emmanuel II et à l'impossibilité pour Nice de rester italienne, certains anti-annexionnistes envisagent, comme en Savoie⁷⁴, une troisième voie et la *Gazette de Nice* propose que le comté soit érigé provisoirement en « État indépendant »⁷⁵. Le comté serait ainsi placé « entre la France et l'Italie qui lui sont également chères » et deviendrait « un ami commun placé entre les deux sœurs d'origine latine ». Il ne s'agit cependant pas de refuser l'annexion, qui ne se serait que repoussée à plus tard⁷⁶. La situation de Monaco, ou celle de Menton et de Roquebrune, qui ont depuis 1848 le statut de « villes libres », sous la protection du roi de Piémont-Sardaigne, sont vraisemblablement présentes à l'esprit du rédacteur de la *Gazette* lorsqu'il formule sa proposition. La proposition de la *Gazette* rencontre cependant peu d'échos, sans doute en raison de son invraisemblance même. L'évêque de Nice dénonce les « menées par lesquelles des hommes aussi ennemis de l'Italie que de la France, et plus ennemis

⁶⁶ *L'Avenir de Nice*, 21 mars 1860.

⁶⁷ *Il Nizzardo*, 21 marzo 1860.

⁶⁸ *L'Avenir de Nice*, 26 mars 1860.

⁶⁹ MAZON Albin, « Notes inédites, publiées par Paul Messié », *op. cit.*, p. 199.

⁷⁰ *L'Avenir de Nice*, 28 mars 1860.

⁷¹ *Le Messenger de Nice* estime que Désiré Niel a des « idées françaises ». *Le Messenger de Nice*, 4 avril 1860.

⁷² *Le Messenger de Nice*, 9-10 avril 1860.

⁷³ *Le Messenger de Nice*, 17 avril 1860.

⁷⁴ ANCEAU Etic, « Napoléon III et l'annexion de la Savoie », *op. cit.*, p. 379.

⁷⁵ *Gazette de Nice*, 31 mars 1860.

⁷⁶ *Gazette de Nice*, 31 mars 1860.

encore de la prospérité des Niçois, voudraient faire de cette province une république »⁷⁷. Quant à *L'Avenir de Nice*, il refuse de « faire de Nice une nouvelle Venise, république oligarchique, livrée en pâture à des patriciens »⁷⁸.

Le plébiscite

L'attitude des opposants à l'annexion évolue face à l'approche du plébiscite. Dès le milieu de mois de mars, un Comité National de Nice, également appelé comité italien par ses adversaires, envoie des agents « chargés de préparer le vote » dans les communes de l'arrière-pays⁷⁹. Le 5 avril, il suspend cependant son activité, en dénonçant « l'occupation de fait des troupes françaises » et la proclamation du gouverneur provisoire « dans laquelle le vote favorable à l'annexion du Comté de Nice à la France est requis comme l'accomplissement *d'un devoir*, et où il est déclaré que *toute opposition rencontrera un obstacle insurmontable dans les désirs mêmes de Victor-Emmanuel* »⁸⁰. Le 9 avril, le comité conseille aux électeurs de s'abstenir en raison de « l'illégalité de toutes les opérations relatives au plébiscite », faisant allusion aux pressions administratives exercées par les partisans de l'annexion⁸¹.

La *Gazette de Nice*, pour sa part, ne s'oppose tout d'abord pas au principe du plébiscite, mais précise que le gouvernement français doit garantir la liberté du scrutin⁸². Le 8 avril, elle proteste contre le choix de la date du plébiscite, les 15 et 16 avril, qui laisse aux adversaires de l'annexion une semaine seulement pour s'organiser, alors qu'en Savoie le vote est prévu pour les 22 et 23 avril⁸³. Le journal estime dès lors que les engagements pris par Victor-Emmanuel II et par Napoléon III quant à la liberté du vote ne sont pas tenus, et il dénonce la « pression la plus intolérable » exercée sur les syndics et sur les « citoyens réputés jouir de quelques influences »⁸⁴. Le journal appelle finalement les électeurs à s'abstenir.

Il est vrai que les partisans de la France utilisent tous les moyens propres au Second Empire pour remporter le scrutin. Selon la *Gazette de Nice*, les cantonniers et les gardes champêtres de l'arrière-pays parcourent la campagne pour « rassembler les paysans qu'ils sont chargés d'amener dimanche prochain en farandole, tambour battant, drapeau français en tête à la votation »⁸⁵. Le quotidien assure que l'annexion est présentée aux électeurs ruraux comme

⁷⁷ *Le Messager de Nice*, 12 avril 1860.

⁷⁸ *L'Avenir de Nice*, 18 mars 1860.

⁷⁹ *L'Avenir de Nice*, 14 mars 1860.

⁸⁰ *Gazette de Nice*, 7 avril 1860.

⁸¹ *Gazette de Nice*, 10 avril 1860.

⁸² *Gazette de Nice*, 31 mars 1860.

⁸³ *Gazette de Nice*, 8 avril 1860.

⁸⁴ *Gazette de Nice*, 10 avril 1860.

⁸⁵ *Gazette de Nice*, 13 avril 1860.

un fait accompli, et le plébiscite comme une formalité qu'il convient simplement d'entériner. Il dénonce l'attitude du gouverneur, des syndics et de l'évêque⁸⁶. Il accuse également les « commissaires de quartiers », chargés d'encadrer le vote en ville⁸⁷. Les républicains français réfugiés à Nice depuis 1851 seraient particulièrement visés⁸⁸.

Qu'elles qu'en soient les causes, pressions sur les électeurs ou adhésion sincère de ceux-ci, les résultats du vote sont globalement satisfaisant pour l'administration : le « oui » obtient en effet 99,3% des suffrages contre 0,6% pour le « non ». 0,1% des bulletins sont blancs ou nuls. Cependant, si l'on tient compte de l'abstention en rapportant les bulletins « oui » au nombre d'électeurs inscrits, les résultats sont sensiblement moins satisfaisant, puisque 83,8% des électeurs ont voté « oui » tandis que 16,2% ont préféré s'abstenir, voter « non », blanc ou nul. A titre de comparaison, en Savoie, 96,4% des électeurs inscrits ont voté en faveur de l'annexion⁸⁹. Dans son ensemble, néanmoins, le vote est un succès pour les gouvernements français et piémontais.

Malgré leur échec, les anti-annexionnistes ne désarment pas. À la fin du mois d'avril, *Le Messager de Nice* signale que plusieurs personnes colportent et font signer une protestation contre « les prétendues irrégularités qui auraient entaché le vote du 15 et du 16 avril »⁹⁰. Quelques jours plus tard, le même journal indique que des individus « parcourent les campagnes en disant que le vote du peuple de Nice va être annulé » et font signer des pétitions⁹¹.

Les députés de l'arrondissement manifestent également leur désaccord. Le lendemain du scrutin, dans l'arrière-pays, le député de Sospel, Henri de Montezemolo, parcourt les communes de Tende, La Brigue et Breil « pour combattre l'annexion »⁹². Avant le scrutin, il a écrit à plusieurs électeurs de Sospel, Tende, La Brigue, Saorge et Breil, pour leur demander de voter contre l'annexion⁹³.

Les deux représentants de Nice, Garibaldi et Laurenti Robaudi, donnent leur démission de député au début du mois de mai en dénonçant la « violation manifeste de la liberté et de la régularité du vote et des promesses solennelles stipulées dans le traité de cession du 24 mars »⁹⁴. Quelques manifestations se produisent après le vote. Au début du mois de juin, une trentaine d'individus crient « Vive Garibaldi », « Vive Nice italienne », « Vive Orsini » et « À bas la

⁸⁶ *Gazette de Nice*, 13 avril 1860.

⁸⁷ *Gazette de Nice*, 15 avril 1860.

⁸⁸ *Gazette de Nice*, 15 avril 1860.

⁸⁹ COURRIERE Henri, *Le comté de Nice et la France*, op. cit., p. 39.

⁹⁰ *Le Messager de Nice*, 26 avril 1860.

⁹¹ *Le Messager de Nice*, 29 avril 1860.

⁹² *Le Messager de Nice*, 17 avril 1860.

⁹³ *Le Messager de Nice*, 21 avril 1860.

⁹⁴ *Le Messager de Nice*, 8 mai 1860.

France » devant la caserne de la place St-Dominique, à Nice, et dans les rues de la Terrasse et du Pont-Neuf. Selon *Le Messager de Nice*, cependant, ces manifestations ont surtout pour but de favoriser des enrôlements pour l'expédition de Garibaldi⁹⁵.

La Chambre des députés de Turin vote finalement la ratification du traité d'annexion le 29 mai 1860, par 229 voix pour, 33 contre et 23 abstentions. Le Sénat le ratifie à son tour le 10 juin⁹⁶. Le 14 juin 1860, le territoire de l'arrondissement de Nice est remis par le commissaire extraordinaire piémontais, Giuseppe Pirinoli, à Pierre Marie Pietri, envoyé extraordinaire de Napoléon III, qui représente la France⁹⁷.

Conclusion

Les oppositions à l'annexion ne disparaissent pas après le changement de souveraineté et le comté de Nice est marqué, au cours des années 1860 et 1870, par la présence de divers mouvements pro-italiens et particularistes qui, bien que distincts, contestent le rattachement à la France ou, du moins, les modalités selon lesquelles il s'est déroulé. A la chute de l'Empire et le long de l'année 1871, notamment, le plébiscite est remis en cause par des mouvements qui, comme en Savoie⁹⁸, contestent la sincérité de ses résultats. Trois journées de troubles en février 1871, marquent l'acmé de cette contestation⁹⁹. Passé cette crise, cependant, les opposants à l'annexion n'ont jamais pu remettre sérieusement en cause l'appartenance du comté à la France, jusqu'à la Seconde Guerre mondiale¹⁰⁰.

La façon dont les oppositions à l'annexion ont été surmontées montre à la fois le pragmatisme des hommes du Second Empire, l'importance accordées par le régime impérial aux négociations, et le souci d'obtenir le soutien des élites locales, nécessaires pour entraîner le reste de la population à leur suite. On sait que le rejet des corps intermédiaires, qui font obstacles au face à face entre le peuple et le pouvoir, constitue un des éléments du césarisme de

⁹⁵ *Le Messager de Nice*, 10 juin 1860.

⁹⁶ *Le Messager de Nice*, 13 juin 1860 ; RAINERO Romain H., « “De biens tristes nécessités” : Cavour et la discussion au Parlement de Turin sur l'annexion de Nice à la France », in SCHOR Ralph, COURRIERE Henri (dir.), *Le comté de Nice, la France et l'Italie. Regards sur le rattachement de 1860*, Nice, Serre, 2011, p. 41-60. Cf. également MOLA DI NOMAGLIO Gustavo, PENNAROLI Italo, SANDRI-GIACHINO Roberto, « Come Torino visse la cessione di Savoia e Nizza », in *Studi Piemontesi*, vol 39, fasc 1, 2010.

⁹⁷ *Le Messager de Nice*, 15 juin 1860.

⁹⁸ MILBACH Sylvain, « L'annexion de la Savoie à la France. Quelques perspectives historiographiques », in VARASCHIN Denis (dir.), *Aux sources de l'histoire de l'annexion de la Savoie*, Bruxelles, Peter Lang, 2009, p. 21 et 25.

⁹⁹ COURRIERE Henri, « Les troubles de février 1871 à Nice. Entre particularisme, séparatisme et République », *Cahiers de la Méditerranée*, n° 74, juin 2007, p. 179-208.

¹⁰⁰ RUGGIERO Alain, « 1939-1940 : Comment prouver que Nice est bien française ? », *Cahiers de la Méditerranée*, 1986-1987, n° 33-34, p. 127-142.

Napoléon III¹⁰¹. Pourtant, Pietri n'hésite pas à négocier avec les élites locales et les corporations pour s'assurer de leur aide, démarche qui souligne l'importance de ces relations interpersonnelles dans le fonctionnement du système impérial. Les notables convertis à l'annexion utilisent leurs réseaux personnels et politiques pour faire voter en faveur du changement de souveraineté. L'autorité impériale n'a donc pas été brutalement et unilatéralement imposée, elle s'est progressivement instaurée avant même le changement de souveraineté, avec l'autorisation des autorités piémontaises, en échange de promesses et de garanties, voire de places. Pietri joue ici un rôle déterminant, qui préfigure celui du préfet Denis Gavini dans le département, de 1861 à 1870¹⁰². En parvenant à marginaliser les oppositions et à écarter les membres historiques du parti français, trop républicains, il met en œuvre le rejet bonapartiste des partis, vus comme des facteurs de division par le Second Empire. Par certains aspects, l'action de Pietri reflète ainsi l'idéologie de Napoléon III, notamment le recherche de l'unanimité. Il en montre également la souplesse, en encourageant la constitution de comités destinés à encadrer le vote, structures que le Second Empire réprovoque¹⁰³. La préparation du vote et la campagne électorale préfigure également les pratiques impériales. Il convient enfin de souligner que Napoléon III a, surtout, su choisir la bonne personne : ami personnel de l'empereur, agissant au sein d'un cadre juridique assez flou¹⁰⁴, ancien républicain, italianophone partisan de l'unité de la péninsule et sachant faire preuve d'un « art consommé de l'apaisement »¹⁰⁵, Pietri était certainement la personne la plus à même de rassurer et de convaincre les notables locaux de tous les partis quant aux bienfaits de l'annexion.

Comme en Savoie, et même si elle semble bien avoir été décisive, l'action d'éléments exogènes a été finalement très réduite¹⁰⁶. Signe de « l'habileté d'un Empereur rompu aux modalités de la consultation populaire »¹⁰⁷, ce sont surtout des Niçois qui ont fait campagne pour le « oui ». De même, les comités annexionnistes sont essentiellement composés de Niçois et ce sont des journaux niçois qui ont fait campagne. Comme en Savoie, l'image de la France, nation puissante, moderne et riche, à certainement joué un rôle positif dans l'issue du vote, ainsi que l'existence de liens, matrimoniaux ou commerciaux, entre certains notables locaux et la France¹⁰⁸. Le soutien de l'évêque de Nice ne doit pas être négligé, bien que ses relations aient

¹⁰¹ ROSANVALLON Pierre, *La démocratie inachevée*, op. cit., p. 201.

¹⁰² CHARBONNIER Jacques, *Un grand préfet du Second Empire, Denis Gavini*, Bernard Giovanangeli éditeur, 1995.

¹⁰³ ROSANVALLON Pierre, *La démocratie inachevée*, op. cit., p. 224.

¹⁰⁴ BELLAGAMBA Ugo, « Pierre-Marie Pietri, l'homme dans le clair-obscur de l'annexion », op. cit., p. 103.

¹⁰⁵ Idem., p. 107.

¹⁰⁶ MILBACH Sylvain, « L'annexion de la Savoie à la France. Quelques perspectives historiographiques », op. cit., p. 27.

¹⁰⁷ Idem.

¹⁰⁸ Idem.

été difficile avec une partie non négligeable de son clergé¹⁰⁹. La cause de la France a également profité d'un certain sentiment de marginalisation qui touchait une partie des notabilités niçoises depuis le début des années 1850¹¹⁰. Sans doute, enfin, la majorité des habitants ont-ils compris qu'ils n'avaient pas le choix et ont donc accepté un changement de souveraineté qu'ils n'avaient pas souhaité mais auxquels ils ont su, finalement, s'adapter.

Le vote de 1860 pose également la question du degré de politisation de la population : les habitants du comté ont-ils voté « oui » en raison de la pression des notables et des autorités, ou parce qu'ils ont été convaincus par les arguments des partisans de la France, exposés lors d'une véritable « campagne intense de persuasion »¹¹¹ ? Il est certain, quoi qu'il en soit, que l'annexion et son plébiscite ont participé activement à la politisation de la population niçoise selon les normes françaises et impériales, et ont participé ainsi à leur intégration, d'autant plus que le sentiment national italien semble avoir été assez peu développé à Nice¹¹². La relative facilité avec lequel s'est fait le changement de patrie souligne également la plasticité des consciences d'appartenance nationale dans cette région frontalière qu'est le comté niçois.

Les oppositions à l'annexion ont donc échoué, mais elles ont néanmoins participé à la construction de la mémoire de l'événement qui demeure, à Nice, marquée d'une certaine ambiguïté : le seul monument célébrant la cession du comté à la France fut ainsi érigé en 1896 et commémore le centenaire du rattachement, républicain, de 1793. Aujourd'hui encore, certains ouvrages et sites internet régionalistes ou particularistes ou indépendantistes remettent en cause le plébiscite d'annexion, soulignant ainsi les limites du modèle plébiscitaire en termes de légitimité, lorsque le vote n'est pas réalisé dans des conditions pleinement démocratiques.

¹⁰⁹ BOUIS Gilles, « Mgr Jean-Pierre Sola et le clergé niçois face à l'annexion de 1860 », in SCHOR Ralph, COURRIERE Henri (dir.), *Le comté de Nice, la France et l'Italie. Regards sur le rattachement de 1860*, Nice, Serre, 2011, p. 109-124.

¹¹⁰ ORTOLANI Marc, « Nice avant son annexion à la France (1848-1859) », in MILBACH Sylvain (dir.), *1860. La Savoie, la France, l'Europe*, Bruxelles, Peter Lang, 2012, p. 49-50.

¹¹¹ MILBACH Sylvain, « L'annexion de la Savoie à la France. Quelques perspectives historiographiques », op. cit., p. 27

¹¹² Ainsi, pour Giuseppe Garibaldi : « Le défaut de ne pas être instruit des choses de l'histoire nationale est général en Italie, mais en particulier à Nice, ville limitrophe qui a été tant de fois, malheureusement, sous la domination française » ; Garibaldi Giuseppe, *Mémoires d'un Chemise rouge*, Paris, Editions du Sextant, 2008, p. 22.